



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALEA/42/231
S/18816
20 avril 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE
 Quarante-deuxième session
 Points 57, 62, 63, 64, 67, 72 et 74
 de la liste préliminaire*
 PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS
 DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE
 ARMES CHIMIQUES ET BACTERIOLOGIQUES
 (BIOLOGIQUES)
 DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET
 EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE
 CLOTURE DE LA DOUZIEME SESSION
 EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
 EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS
 ET DECISIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE
 GENERALE A SA DIXIEME SESSION
 EXTRAORDINAIRE
 RENFORCEMENT DE LA SECURITE ET DE LA
 COOPERATION DANS LA REGION DE LA
 MEDITERRANEE
 MISE EN PLACE D'UN SYSTEME GENERAL DE PAIX
 ET DE SECURITE INTERNATIONALES

CONSEIL DE SECURITE
 Quarante-deuxième année

Lettre datée du 15 avril 1987, adressée au Secrétaire général par
 le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes
 soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la partie du discours prononcé par le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. S. Gorbatchev, lors de la réunion d'amitié soviéto-tchécoslovaque tenue le 10 avril 1987 à Prague (Tchécoslovaquie), concernant la politique extérieure.

* A/42/50 et Corr.1.

A/42/231
S/18816
Français
Page 2

Je vous serais obligé, Monsieur le Secrétaire général, de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale des Nations Unies, au titre des points 57, 62, 63, 64, 67, 72 et 74 de la liste préliminaire des questions à inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-deuxième session ordinaire, et du Conseil de sécurité.

(Signé) A. BELONOGOV

ANNEXE

Extrait du discours prononcé par le Secrétaire général du Comité central
du Parti communiste de l'Union soviétique, M. S. Gorbatchev, à la réunion
d'amitié soviéto-tchécoslovaque tenue le 10 avril 1987

Les relations d'interdépendance sont telles dans le monde actuel que tous les peuples ressemblent à une cordée d'alpinistes sur le versant d'une montagne. Ils peuvent, ou bien poursuivre ensemble leur ascension jusqu'au sommet, ou bien tomber ensemble dans le précipice. Pour éviter cette dernière issue, il faut que les dirigeants politiques s'élèvent au-dessus d'intérêts étroits et prennent conscience de tout ce que la situation présente a de dramatique. C'est pourquoi la nécessité d'adopter un nouveau mode de pensée politique à l'ère atomique se manifeste avec tant d'acuité. Seule cette nouvelle philosophie peut conduire tous ceux qui jouent un rôle dans les relations internationales à adopter d'urgence des mesures propres à prévenir la catastrophe nucléaire qui menace l'humanité d'anéantissement.

On ne saurait dire que cette notion soit restée sans écho. Au contraire, le nombre de personnes qui y souscrivent augmente partout dans le monde. Parmi elles se trouvent des savants, des médecins, des représentants de nombreuses professions et de l'intelligentsia créatrice, comme on pouvait s'en convaincre de nouveau lors du récent Forum international de Moscou "pour un monde dénucléarisé, pour la survie de l'humanité".

Dans ces questions comme dans d'autres domaines, nous voyons se manifester une nouvelle approche des problèmes internationaux, même de la part d'une série de personnalités politiques et d'hommes d'Etat occidentaux bien connus. Mais il ne s'agit là que des premiers signes avant-coureurs d'un changement. Les anciens stéréotypes qui, en Occident, marquent de leur empreinte la politique actuelle, jouent toujours un rôle important. On ne pourra vraiment dire que la nouvelle pensée politique s'est convertie en une force réelle que le jour où la question du désarmement sera enfin sortie de l'impasse.

Peut-on vraiment l'espérer? Quelles sont les perspectives actuelles?

Je répondrai tout de suite : il existe des raisons d'espérer, on peut réduire le risque de guerre. Cette conviction qui est la nôtre se fonde tant sur la prise de conscience de plus en plus répandue dans le monde des conséquences désastreuses pour l'humanité d'un conflit nucléaire que sur les possibilités qui se sont ouvertes à Reykjavik de parvenir à un accord sur une réduction importante des types d'armes nucléaires les plus destructeurs en vue de leur élimination.

L'Union soviétique, consciente de ses responsabilités, déclare qu'elle aspire à rechercher une issue mutuellement acceptable à l'ensemble des questions de désarmement nucléaire. Le problème fondamental est toujours de parvenir à une réduction radicale des armes offensives stratégiques. Nous sommes prêts à cet égard, comme on le sait, à prendre les mesures les plus drastiques - aussi bien une réduction de 50 % en cinq ans qu'une élimination totale en dix ans. Le respect rigoureux du Traité sur les missiles antimissiles et la prévention d'une course aux armements dans l'espace en constituent naturellement la condition sine qua non.

Nous efforçant de faire enfin un premier pas, qui revêt par là-même une importance extraordinaire, sur la voie du désarmement, nous avons proposé de nous entendre sur les missiles à moyenne portée. Ce faisant, nous avons aussi tenu compte de l'opinion publique mondiale, qui fait entendre sa voix, et de l'attachement exprimé par nos partenaires occidentaux à l'idée d'une complète disparition de ce type d'armes en Europe. Mais une situation paradoxale s'est créée : certains hommes politiques et gouvernements s'écartent aujourd'hui de l'"option zéro" qu'eux-mêmes avaient préconisée, comme s'il s'agissait d'une éventualité inquiétante, s'efforçant d'introduire, en ce qui concerne la solution du problème des fusées à moyenne portée, toutes sortes de restrictions et conditions.

Le problème des missiles tactiques opérationnels fait aujourd'hui couler beaucoup d'encre en Occident et y suscite de nombreux débats. Nous sommes prêts à le résoudre également dans un esprit constructif, mais seulement de manière à ne pas rendre plus difficile la conclusion d'un accord sur le problème aujourd'hui crucial des fusées à moyenne portée.

Pour faciliter la conclusion immédiate d'un accord sur ces fusées en Europe, nous proposons de commencer l'examen du problème de la réduction des missiles d'une portée de 500 à 1 000 kilomètres installés sur le continent européen, en vue de leur élimination sans y lier la recherche d'une solution à la question des missiles à moyenne portée et son aboutissement.

Durant les négociations, les parties prendraient l'engagement de ne pas augmenter le nombre de leurs missiles tactiques opérationnels. Je tiens à le souligner : pour parvenir à une réduction radicale et, en fin de compte, à l'élimination totale de ces missiles en Europe, nous n'estimons pas utile de prévoir dans le futur accord des "dérogations", quelles qu'elles soient, concernant l'augmentation de leur nombre et leur perfectionnement.

Après la signature de l'accord sur les missiles à moyenne portée et indépendamment de l'état d'avancement des négociations sur la question des missiles tactiques opérationnels, l'Union soviétique, avec l'accord des gouvernements de la Tchécoslovaquie et de la République démocratique allemande, retirera de ces pays les missiles qui y étaient stationnés en tant que mesure de rétorsion face au déploiement en Europe occidentale des "Pershing-2" et des missiles de croisière.

L'application de l'accord sur les missiles tactiques opérationnels serait naturellement soumise à un contrôle rigoureux, comme les missiles de portée intermédiaire et les armes nucléaires stratégiques.

En ce qui concerne la réduction et, à plus forte raison, l'élimination des arsenaux de catégories entières d'armes nucléaires en Europe, la question de la vérification du respect des futurs accords acquiert une importance nouvelle sur le plan qualitatif. Le contrôle, dans ces conditions, devient l'un des principaux moyens de garantie de la sécurité. C'est pourquoi nous demandons la mise au point de mesures extrêmement strictes dans ce domaine, en ayant à l'esprit non pas, cela va sans dire, le contrôle pour le simple plaisir de contrôler, mais la vérification de l'exécution des engagements pris par les parties à toutes les phases du désarmement nucléaire.

Devront être soumis à ces contrôles, y compris à des inspections sur les lieux, les missiles et les dispositifs de lancement qui subsisteront après les mesures de réduction, qu'ils se trouvent en situation opérationnelle ou dans toute autre situation : dans des polygones d'essai, des usines de montage, des centres d'étude, etc. Les inspecteurs devront également avoir accès aux bases militaires de l'autre partie qui se trouvent sur le territoire de pays tiers. Cela est indispensable si l'on veut être pleinement assuré du respect rigoureux de l'accord.

Le moment est également venu d'examiner une autre question directement liée à la sécurité européenne - c'est celle de la concentration dans cette région d'un énorme potentiel de forces armées et d'armements classiques.

Il va de soi que, pour l'Europe comme pour le reste du monde, l'élimination des armes nucléaires - stratégiques, de portée intermédiaire et tactiques opérationnelles - constitue une tâche prioritaire. Personne ne contestera ce fait. Posons toutefois la question de la manière suivante : la présence sur le continent d'une concentration aussi énorme d'armes tactiques, nucléaires et non nucléaires, et de forces armées prêtes à s'affronter est-elle compatible avec la sécurité mondiale? Je pense que la réponse à cette question est évidente.

Hélas, rien n'a été fait jusqu'ici pour remédier à cette situation tout à fait déplorable. Il faut rapidement modifier cet état de chose en adoptant des mesures visant à réduire et finalement à liquider les armes nucléaires tactiques et à réduire fortement les effectifs des forces armées et les armements classiques, afin d'écartier le risque d'une attaque par surprise.

La mise en oeuvre du programme de Budapest, élaboré par les pays parties au Traité de Varsovie, marquerait une étape décisive dans cette direction. Ce programme propose en effet de résoudre la question de la réduction des forces armées et des armes classiques en même temps que celles des missiles tactiques, de l'aviation, d'assaut et de l'artillerie nucléaires, ainsi que d'autres moyens nucléaires tactiques. S'il est nécessaire d'examiner ensemble ces questions, c'est parce que les armes nucléaires tactiques sont dans leur majorité des armes "ambivalentes", c'est-à-dire des armes qui peuvent porter des charges classiques ou nucléaires.

En vue d'assurer une réduction des forces et des armements en Europe, il faut que tous les Etats européens, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada unissent leurs efforts. Des consultations se déroulent actuellement à Vienne entre les Etats parties au Traité de Varsovie et les Etats membres de l'OTAN. On peut toutefois se poser la question suivante : le moment n'est-il pas venu d'y organiser une réunion de tous les ministres des affaires étrangères des Etats parties à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe afin de décider d'engager des négociations de grande ampleur en vue de réduire fortement les armements nucléaires tactiques, les forces armées et les armements classiques en Europe?

Lors de ces négociations, on pourrait également examiner un certain nombre de mesures urgentes liées à l'abaissement du niveau d'affrontement militaire et à la prévention de la menace d'une attaque par surprise, ainsi qu'au retrait mutuel, de la zone de contact direct des deux alliances militaires, des armes offensives les plus dangereuses.

Ces négociations auraient pour objet ultime d'examiner la possibilité de réduire fortement les forces armées et les armements en organisant un contrôle international et des inspections sur les lieux. La conférence qui s'est tenue l'année dernière à Stockholm a permis d'acquérir une expérience concernant l'élaboration de mesures de désarmement dans ce domaine.

Il va de soi que l'on devrait également procéder à un échange de données sur les forces armées et les armements de l'URSS, des Etats-Unis d'Amérique et d'autres Etats de la région.

A l'Ouest, on parle d'inégalité et de déséquilibre. Il est clair qu'il existe entre les forces armées des deux parties de l'Europe une asymétrie qui s'explique par des facteurs historiques, géographiques et autres. Nous sommes en faveur de l'élimination des inégalités existant dans certains domaines mais celle-ci ne doit pas se traduire par un renforcement de la partie en situation d'infériorité mais par une réduction des forces de la partie avantagée.

Selon nous, le processus de réduction de l'affrontement militaire en Europe doit se dérouler par étapes en respectant constamment un équilibre à des niveaux raisonnables. Ces mesures permettraient de donner une première impulsion au règlement du problème énorme - et qui ne fait que s'amplifier - des forces armées et des armements en Europe. Nous possédons aujourd'hui une chance unique et il serait impardonnable de ne pas la saisir.

Des mesures telles que la création de zones exemptes d'armes nucléaires, de zones exemptes d'armes chimiques, etc., contribueraient également au renforcement de la sécurité en Europe. Je tiens à déclarer que nous appuyons la proposition tendant à créer un corridor dénucléarisé en Europe centrale, que les Gouvernements de la République démocratique allemande et de la Tchécoslovaquie ont présentée au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Comme l'on sait, le parti social-démocrate allemand a également contribué à l'élaboration de ce concept.

Seraient éliminés de cette zone les éléments ci-après : toutes les munitions nucléaires, y compris les mines, les missiles tactiques opérationnels et tactiques, l'artillerie atomique, les avions porteurs de l'aviation tactique, ainsi que les ensembles de missiles sol-air, capables d'utiliser des armes nucléaires. Les armes dites "ambivalentes" constituent une partie importante de cet arsenal.

Nous sommes prêts, pour notre part, à retirer de ce corridor toutes nos forces nucléaires et à garantir et respecter la dénucléarisation de cette zone. Il va sans dire qu'un accord sur la création du corridor proposé par les Gouvernements de la République démocratique allemande et de la Tchécoslovaquie devrait contenir des dispositions stipulant que les pays membres de l'OTAN n'y installeront d'armes nucléaires.

Il nous semble que la mise en oeuvre des propositions de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Grèce concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et chimiques dans les Balkans serait d'une grande importance. La position active de la Pologne concernant les questions relatives au renforcement de

la confiance sur le continent européen, de même que la proposition de la Finlande et d'autres pays d'Europe du Nord tendant à établir une zone dénucléarisée dans cette région méritent attention et appui.

Je voudrais maintenant aborder une autre question d'une grande importance - à savoir l'interdiction des armes chimiques. Nous nous prononçons résolument pour l'élaboration d'une convention internationale sur cette question dans les meilleurs délais - et dès cette année même - et menons des négociations actives à cette fin. Je peux vous affirmer que l'Union soviétique a cessé de fabriquer des armes de ce type. On sait que les autres pays du Traité de Varsovie ne les ont jamais fabriquées et qu'il n'en a jamais existé sur leurs territoires. L'URSS n'a pas d'armes chimiques au-delà de ses frontières et, en ce qui concerne ses stocks, je tiens à vous dire que nous construisons une usine spéciale pour les détruire. La mise en service de cette installation permettra d'engager rapidement un processus de désarmement chimique après la conclusion d'une convention internationale.

Pour revenir aux problèmes de désarmement nucléaire, je tiens à dire que celui que nous pouvons maintenant résoudre le plus rapidement est le problème des missiles à moyenne portée en Europe. Partout dans le monde, les appels aux Etats-Unis d'Amérique se multiplient, leur demandant de franchir cette première étape décisive sur la voie du désarmement et de contribuer de ce fait à l'instauration d'un nouveau climat de compréhension mutuelle entre l'Est et l'Ouest.

Nous considérons comme un facteur d'une grande importance politique le fait que l'Espagne, la Finlande, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas et de nombreux autres pays européens, ont élevé la voix en faveur du règlement des problèmes des euromissiles.

Nous invitons Paris, Londres et Bonn à contribuer à libérer l'Europe des missiles nucléaires à moyenne portée en vue du désarmement nucléaire. Où donc, si ce n'est en Europe, devrait-on ouvrir la voie à la nouvelle pensée politique!

Permettez-moi à ce sujet de parler du rôle de l'Europe dans le monde contemporain. Il est en réalité tout à fait approprié d'exposer nos vues sur cette question ici, en Tchécoslovaquie, centre géographique de l'Europe - il existe même une pierre qui symbolise ce point.

Nous accordons une importance primordiale à l'orientation européenne de notre politique extérieure. Pourquoi? Avant tout, parce que nos peuples vivent sur ce continent avec les autres héritiers légitimes d'une civilisation dont le berceau se trouve ici et qu'ils apportent une contribution irremplaçable à son développement.

Le socialiste a également introduit des changements profonds dans l'histoire millénaire de cette partie du monde. Les guerres ont jalonné son cours. La débâcle du fascisme et la victoire des révolutions socialistes dans les pays d'Europe orientale ont créé une situation nouvelle sur le continent - il s'y est développé une force puissante qui s'est fixé comme but de rompre la chaîne interminable des conflits armés. L'Europe est en réalité redevable au socialisme du fait que ses peuples n'ont pas connu de guerre depuis une cinquantaine d'années.

Nous sommes toujours résolument opposés à la division du continent en blocs militaires adverses, à l'accroissement des arsenaux d'armements et à tout ce qui constitue une source de danger militaire.

A la lumière de la nouvelle pensée, nous avons lancé l'idée d'un "foyer paneuropéen". Il ne s'agit pas là d'une plaisante chimère; cette notion est le résultat d'une analyse sérieuse de la situation sur le continent. Elle implique essentiellement la reconnaissance d'un ensemble intégré bien défini, bien que comprenant des Etats qui appartiennent à des systèmes sociaux différents et font partie de blocs politico-militaires ennemis, et contient de réelles possibilités de régler les problèmes existant de longue date.

L'Europe, qui a une forte densité de population et un niveau élevé d'urbanisation, est un continent saturé d'armes, où se font face des armées de 3 millions d'hommes. Même une guerre dite "classique" y aurait des effets dévastateurs, non seulement parce que les armes "classiques" sont maintenant beaucoup plus meurtrières que celles qui étaient utilisées pendant la seconde guerre mondiale, mais aussi parce qu'il existe sur son territoire, à côté des 200 générateurs de centrales nucléaires, un réseau de puissantes usines chimiques dont la destruction rendrait impossible toute vie sur le continent.

Prenons par exemple la pollution de l'environnement. L'industrialisation et le développement des transports ont pris, sur notre continent, une ampleur telle que le danger écologique a déjà presque atteint un point critique. Ce problème a largement dépassé les frontières nationales; il s'agit d'un problème à l'échelle européenne.

Il faut également penser à la manière dont évolueront les processus d'intégration dans les deux parties de l'Europe. Les lois de l'économie mondiale sont objectives. Le progrès scientifique et technique incite aussi à la recherche de formes de coopération mutuellement avantageuses.

Le Conseil d'assistance économique mutuelle a donné le signal en proposant d'établir des liens dans l'intérêt de tous les peuples européens. On peut penser que les nouveaux processus qui se développent dans l'économie des pays de la communauté socialiste permettront d'activer et d'enrichir la coopération économique entre les deux moitiés de l'Europe, et de lui donner une substance nouvelle.

L'Europe "de l'Atlantique à l'Oural" constitue également une réalité historico-culturelle au sens noble du terme. C'est ici que la civilisation mondiale s'est enrichie des idées de la Renaissance et des Lumières, que la tradition humaniste et l'enseignement du socialisme se sont considérablement développés et que, grâce aux efforts des hommes de génie de toutes les nations européennes, s'est constitué un fonds commun inestimable dans tous les secteurs des sciences, des lettres et des arts.

Au lieu d'un crématoire nucléaire pour l'Europe, nous proposons donc un développement pacifique de la culture européenne dans toute sa diversité et également dans sa globalité.

Notre conception d'un "foyer paneuropéen" n'implique nullement que nous ayons l'intention de rejeter quiconque. Au contraire, le progrès de l'Europe permettrait au continent d'apporter une contribution encore plus importante au progrès du reste du monde. L'Europe ne doit pas refuser de participer au règlement des problèmes de la faim, de la dette et du sous-développement, ni s'abstenir de contribuer à la liquidation des conflits armés.

Il ne fait aucun doute que tous les peuples européens souhaitent ardemment que s'établisse sur le continent un climat de bon voisinage et de confiance, de coexistence et de coopération. Ce serait là, au plein sens du terme, le triomphe de la nouvelle pensée politique.

Pour progresser vers cet objectif, on ne s'inspire pas seulement de considérations d'ordre moral. Cette orientation correspond aux intérêts profonds de toutes les nations européennes car, dans notre siècle d'interdépendance, les problèmes, en nombres croissants, ne peuvent plus être réglés que par les efforts conjoints de la communauté européenne et, en fait, de l'ensemble de la communauté mondiale. La lutte contre des phénomènes aussi dangereux pour la civilisation que le terrorisme, la criminalité et la toxicomanie n'exige-t-elle pas en effet l'union des efforts? N'est-il pas clair que si nous n'unissons pas nos forces dès aujourd'hui pour lutter contre le nouveau fléau qui s'est abattu sur l'humanité, à savoir le SIDA, il sera peut-être trop tard demain?

On pourrait encore allonger à cette liste. Des dizaines de problèmes extrêmement complexes sont aujourd'hui considérés dans une perspective mondiale, leur règlement exigeant l'union de tous les membres de la communauté internationale. L'Europe peut donner l'exemple; nos pays quant à eux sont pleinement résolus à apporter une contribution utile dans ce domaine.

C'est dans ce contexte que nous envisageons l'initiative de la Tchécoslovaquie concernant la convocation d'un forum économique. Nous sommes convaincus qu'une telle réunion peut jouer un rôle important dans le renforcement de la sécurité économique des Etats et dans le développement d'une coopération mutuellement avantageuse.

Notre proposition tendant à convoquer à Moscou une conférence des Etats participant à la CSCE, qui serait consacrée au renforcement de la coopération humanitaire, procède du même esprit.

Nous estimons que toute idée mérite d'être avancée et examinée, qui contribue réellement au relâchement des tensions. Ensemble, nous avons déjà beaucoup fait pour que la notion d'un foyer européen commun acquière droit de cité. L'organisation de l'Europe, telle qu'elle existe depuis l'après-guerre, est généralement reconnue. Le processus engagé à Helsinki est bien vivant et permet de renforcer peu à peu la confiance entre tous les pays européens.

Poursuivre les efforts dans ce domaine, mettre en évidence les intérêts communs, abaisser le niveau d'affrontement militaire et oeuvrer pour un monde dénucléarisé, telle est la ligne d'action que nous souhaiterions suivre en Europe.